

COMPRENDRE

LE TRAVAIL DÉCENT



OXFAM

Magasins du monde

TOUS ÉGAUX DEVANT LE TRAVAIL ?

NON.

Des millions de gens sont exploités et travaillent dans des conditions inhumaines. C'est la face cachée du système néolibéral : certains se tuent au travail pour que d'autres bénéficient de prix cassés, de fraises en hiver et de vacances bon marché...



Un système qui tient grâce aux inégalités n'a pas d'avenir. Pour une société qui se construit sur les droits de tous, agissons maintenant !

Le concept de Travail Décent est arrivé sur le devant de la scène grâce à l'action de l'Organisation internationale du travail (OIT). Chargée au niveau mondial d'élaborer et de superviser les normes internationales du travail, elle a vulgarisé la notion de Travail Décent en en faisant le cœur de son action.

C'EST QUOI LE TRAVAIL DÉCENT ?

« Le Travail Décent donne aux individus la possibilité de s'épanouir et de s'insérer dans la société, ainsi que la liberté d'exprimer leurs préoccupations, de se syndiquer et de prendre part aux décisions qui auront des conséquences sur leur existence. Il suppose une égalité de chances et de traitement pour les femmes et les hommes. » - Organisation internationale du travail

SOLDES SUR LES TRAVAILLEURS!

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AUJOURD'HUI

Au cours des dernières décennies, la part de l'économie informelle n'a cessé d'augmenter. De plus en plus de travailleurs, tous secteurs confondus, ne peuvent pas revendiquer leurs droits fondamentaux. Cela va du cireur de chaussures des rues de Mexico à l'ouvrière indienne chez un sous-traitant d'H&M, en passant par la travailleuse domestique brésilienne sans-papiers dans une ambassade à Bruxelles.

Les politiques néolibérales ont largement contribué au développement de l'**économie informelle**. Normal : l'emploi informel, c'est du pain béni pour les multinationales, les actionnaires et les consommateurs. L'individu échappe au contrôle de l'État. Du coup, ses possibilités de revendications s'amoindrissent. Il lui est souvent impossible de s'affilier à un syndicat ou de faire grève et donc, le travail coûte moins cher à l'entreprise.

PREMIERS TOUCHÉS : LES TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES

De plus en plus nombreuses à travailler, **les femmes** sont davantage poussées vers des emplois informels. L'informalisation de l'économie augmente les inégalités de genre sur le marché du travail, où les femmes ont un pouvoir de négociation moins grand que celui des hommes. Avec des bouches à nourrir, elles sont souvent obligées d'accepter des conditions de travail indécentes. **Les travailleurs migrants** sont également vulnérables

face à leur employeur. Un statut légal souvent précaire les soustrait à toute protection juridique. Difficile dans ces conditions de revendiquer des conditions de travail décentes, a fortiori lorsque l'on ne possède pas de permis de travail.

Dans les économies du Nord, les délocalisations successives mènent à une **précarisation de l'emploi** : les emplois non-standards (par ex. temps partiel involontaire, durée déterminée) se généralisent, principalement dans le secteur des services. Censés réduire les coûts pour répondre à la compétition et relancer l'économie, ces nouveaux arrangements accentuent en réalité la pression exercée sur les travailleurs. **Femmes, migrants et jeunes sont donc particulièrement touchés.**



Gong a quitté sa campagne natale pour chercher un emploi stable dans la province de Guandong (Chine) afin de pouvoir financer ses études. Embauchée dans une usine de confection textile, elle est rapidement contrainte de travailler plus de dix heures par jour et souvent même de nuit. Elle a abandonné son rêve d'étudier la comptabilité.



◀ **Nicole** travaille à temps partiel dans un supermarché discount à Liège (Belgique). Elle aimerait pouvoir passer à temps plein mais son employeur le lui refuse. Mère célibataire, son salaire est trop bas pour lui permettre d'acheter autre part que dans cette enseigne. Jusqu'à présent, son contrat à durée déterminée a été renouvelé.

Soraya récolte chaque année à Huelva (Espagne) les fraises destinées à l'exportation vers les marchés européens. Pendant la saison, elle vit dans un logement insalubre, à l'écart de tout centre urbain. Son salaire dépend de la récolte et son réengagement du bon-vouloir de son employeur. Celui-ci empêche toute représentation syndicale.



◀ **Sélim** est arrivé en Belgique en 2004. Jusqu'à présent, il n'a pas réussi à obtenir de papiers. Il fait des petits boulots ici et là, surtout dans le secteur du bâtiment. Heureusement, il n'a jamais eu d'accident mais son patron ne lui paie plus son salaire depuis quatre mois et menace de le dénoncer à la police s'il se plaint.

OXFAM-MAGASINS DU MONDE ET LE TRAVAIL DÉCENT

Le Travail Décent est une des bases du commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde.

Le commerce équitable est un levier d'action important dans la lutte en faveur du Travail Décent. En effet, en mettant sur pied des partenariats avec les travailleurs et petits producteurs du Sud, Oxfam contribue à améliorer leurs conditions de travail. Grâce notamment à la prime de développement et au soutien à des structures sociales parallèles (épargne, éducation, assurance médicale, etc.), le commerce équitable permet d'améliorer la protection sociale des travailleurs. La filière équitable renforce par

ailleurs l'émancipation des femmes : les conditions de travail leur permettent de concilier plus facilement vie professionnelle et vie de famille, et de se créer un réseau social. Ainsi, elles deviennent des acteurs de la sphère publique et participent à la prise de décisions.

Mais Oxfam-Magasins du monde n'agit pas que dans le Sud. Au Nord, l'organisation a mené plusieurs campagnes de sensibilisation et de plaidoyer, par exemple sur le travail des enfants dans la filière du cacao ou sur les conditions de travail déplorables dans le secteur de la grande distribution au Nord comme au Sud.



Oxfam-Magasins du monde, c'est aussi, et surtout, son mouvement de bénévoles, présent dans 70 communes et 120 écoles de Belgique francophone : plusieurs milliers de citoyens qui, au quotidien, portent les valeurs du Travail Décent, via leurs projets locaux, des actions de sensibilisation et des interpellations politiques.



LES 4 PILIERS DU TRAVAIL DÉCENT SELON L'OIT



**GARANTIE
D'UN REVENU
PERMETTANT DE
SATISFAIRE
LES BESOINS
ESSENTIELS**

**SYSTÈME
DE PROTECTION
SOCIALE**

**DIALOGUE
SOCIAL**

**RESPECT
DES LIBERTÉS
SYNDICALES**

84 700

personnes embauchées sous des contrats de moins d'un mois en 2011 en Belgique. C'est 5,8 fois plus qu'en 1992.

50.1%

des travailleuses d'Amérique latine (hors agriculture), contre seulement 44,1% des travailleurs, ont un emploi informel.

85%

des Égyptiennes employées informellement le sont dans des entreprises agricoles familiales, contre seulement 10% des hommes.

+ DE 90%

des travailleurs en Inde sont employés de manière informelle.

1.8 MILLIARDS

de personnes travaillent dans des emplois informels, tandis qu'1.2 milliards bénéficient de contrats de travail et de prestations sociales.

VIVRE OU SURVIVRE ?

POUR UN SALAIRE VITAL

L'extrême pauvreté ? C'est travailler pour moins d'1,25\$ par jour ?

La Banque mondiale et l'ONU luttent contre la pauvreté dans le monde sur base de cet indicateur. Mais c'est prouvé : quel que soit l'endroit où l'on habite, 1,25\$ par personne par jour n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de base en nourriture, eau, logement, soins médicaux, vêtements et autres commodités.

Pour assurer au travailleur un salaire décent, on parlera plutôt de «**salaire minimum vital**» (voir ci-contre). Sa mise en œuvre est souvent perçue comme très complexe. Gouvernements et entreprises se réfugient souvent derrière cet argument pour en retarder le processus. Et la Banque mondiale ne les y encourage pas : elle soutient que les régulations du travail sont un frein au développement économique. Pourtant, des méthodes de calcul existent. L'Asia Floor Wage Alliance – une plateforme rassemblant ONGs, syndicats, activistes et travailleurs – en a développé une pour l'industrie du textile et de l'habillement à l'échelle de l'Asie.

Au Nord comme au Sud, les travailleurs ont intérêt à ce que tous bénéficient d'un salaire minimum vital.

Les organisations de commerce équitable ont un rôle important à jouer dans la lutte pour le salaire minimum vital, en poursuivant leurs politiques de transparence et en fixant les prix en tenant compte des besoins des travailleurs et petits producteurs, elles montrent qu'**une distribution plus équitable des richesses doit primer sur un accroissement continu de la productivité**. Pour nombre d'entre eux, atteindre le salaire minimum représenterait déjà une amélioration considérable et constituerait un précédent sur lequel d'autres travailleurs pourraient fonder leurs revendications.



La notion de **salaire minimum vital**, revendiquée par les ONGs, les syndicats et les organisations de travailleurs, est bien plus ambitieuse. C'est un concept, non un chiffre, centré sur les droits humains : «**un niveau de salaire qui offre au travailleur la possibilité de faire vivre sa famille, de se respecter soi-même et d'avoir tant les moyens que le temps de participer à la vie citoyenne de son pays**». Cet indicateur varie selon les pays et évolue dans le temps. Il est donc plus nuancé, mais moins facilement mesurable.



COÛT D'UN T-SHIRT

Même lorsque vous payez un t-shirt très cher, il n'est pas certain que le travailleur gagne sa vie de manière décente. Mais ce graphique montre qu'une augmentation du salaire du travailleur n'aura que peu d'influence sur le reste des coûts de production.



- Marge de l'usine
- Autres coûts de production
- Matières premières
- Main-d'œuvre
- Distribution
- Coût et marge de la marque
- Commission agent
- Transport, etc.

PRIX DE BASE

Prix et répartition des coûts à l'heure actuelle

PRIX AVEC INFLUENCE

Les travailleurs sont payés un salaire minimum vital. En augmentant le salaire de la main-d'œuvre de moins d'1%, on augmente automatiquement les revenus de tous les acteurs de la filière. Le prix au détail n'augmente que légèrement (5%).

S'ORGANISER POUR UN TRAVAIL DÉCENT

Aux côtés des syndicats, il existe une quantité de modèles organisationnels pour agir en faveur du Travail Décent. En s'organisant, les travailleurs, formels ou informels, pénètrent la sphère économique, en refusant le rôle marginal qui leur est traditionnellement assigné face à l'entrepreneur, à l'actionnaire ou au consommateur.

La traditionnelle organisation de travailleurs est le **syndicat**. Du point de vue syndical, un travailleur est un travailleur, quel que soit son statut. L'inclusion réelle de l'ensemble des travailleurs au sein du mouvement syndical est devenue une question centrale à travers le monde face au double phénomène de la **baisse considérable des affiliations** et de l'informalisation

du marché du travail. La survie du mouvement syndical passe aussi par son ouverture aux travailleurs informels. Les syndicats se trouvent donc aujourd'hui à la croisée des chemins. Ils doivent à la fois s'ouvrir à de nouvelles catégories de travailleurs (migrants, travailleurs informels, ...), tout en affirmant plus que jamais le principe « à travail égal, salaire égal ».



« La législation du travail s'impose d'elle-même. Pas besoin de milliers d'inspecteurs pour la mettre en vigueur : il suffit de travailleurs qui refusent de travailler à des conditions autres que celles définies dans la loi »

Philip Martin, Université de Californie



AUTRES TYPES D'ORGANISATIONS



APICOOP Chili

Structure : coopérative

Membres : apiculteurs, tous coopérateurs, membres de l'Assemblée générale mais avec un statut d'entrepreneur autonome

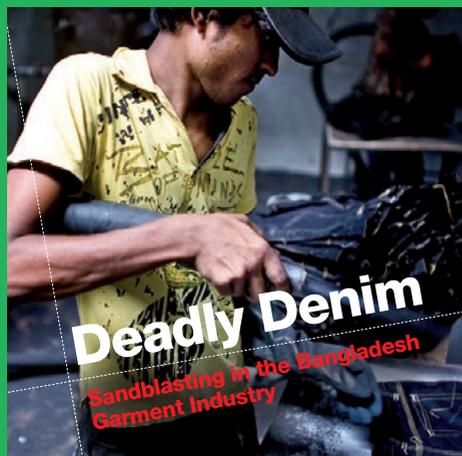
Objectifs : protection sociale des membres, représentation des intérêts des producteurs auprès des autorités locales et d'entreprises financières

TARA PROJECTS Inde

Structure : association de groupes d'entraide et de petites entreprises autonomes.

Membres : artisans, dont une majorité de femmes

Objectifs : protection sociale des membres, gestion participative, renforcement des capacités



CLEAN CLOTHES CAMPAIGN

Ensemble de l'Europe

Structure : réseau de quinze plateformes nationales

Membres : syndicats, ONGs, organisations de consommateurs

Objectifs : renforcer les organisations de travailleurs et améliorer les conditions de travail dans l'industrie de l'habillement. Partenariat avec syndicats et organisations de travailleurs du Sud pour mobiliser les consommateurs et faire pression sur les marques

C'EST QUOI LE TRAVAIL ?

*Est-ce que le travail, c'est uniquement produire de la richesse ?
Est-ce que l'on n'a pas d'utilité sociale si l'on n'a pas d'emploi ?*

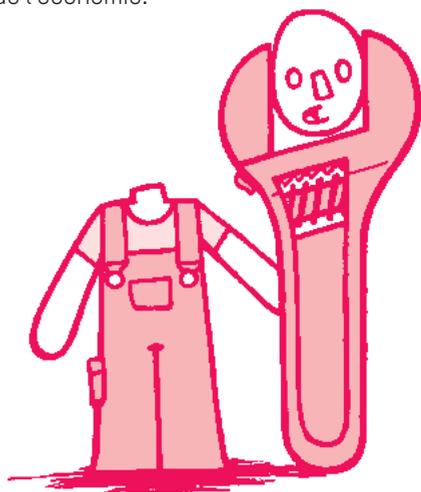
Le travail a une valeur centrale dans les rapports sociaux et dans la construction des identités, encore plus à l'heure où l'emploi vient à manquer. Mais le dogme dominant nous le dit : notre contribution à la société se mesure avant tout à l'aune de notre valeur productive. Le contexte de crises peut donc rapidement nous amener à accepter n'importe quel travail à n'importe quelles conditions. Mais quelle place devrait avoir le travail dans nos vies ? Et quelles activités devraient être valorisées par la société ?

L'économie productive, celle qui produit des biens marchands, n'existerait pas sans l'économie reproductive, celle qui n'accroît pas directement le PIB et n'est, à l'heure actuelle, que marginalement valorisée par la société. Pourtant, comment soutenir qu'un potager collectif, un Service d'échanges locaux, une école de devoirs, une bibliothèque de quartier ou simplement, s'occuper de son enfant, ne contribue pas pleinement au bon fonctionnement de notre société ? Afin de rendre visible et de reconnaître socialement ces activités, c'est notre rapport au travail productif qu'il faut repenser.

« Le plus bel effort de la civilisation industrielle est d'avoir inculqué aux masses l'habitude passionnée du travail »

Jean Jaurès

L'État a clairement un rôle à jouer, en fixant un cadre légal propice à la création d'espaces et de temps au bénéfice de la collectivité. Les mesures de réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire vont dans ce sens. En favorisant le développement d'initiatives citoyennes non marchandes, elles renforcent le lien social, l'égalité hommes-femmes et l'émergence d'une économie solidaire. Les citoyens disposeraient de temps pour repenser leurs modes de vie, leur implication dans la vie associative, dans les services à la communauté, et dans des initiatives de relocalisation de l'économie.



NORD ET SUD, MÊME COMBAT

Au Nord comme au Sud, ce sont les mêmes pièges qui guettent les travailleurs.

Le Travail Décent reste un objectif à atteindre mais le système économique néolibéral nous en éloigne un peu plus chaque jour. La part croissante du travail informel dans notre économie contribue à placer les travailleurs du Nord et du Sud dans **une situation d'insécurité et de compétition constante**. Au Sud, les délocalisations en série poussent les travailleurs à revoir leurs prétentions salariales à la baisse. Au Nord, les mesures d'activation des chômeurs les acculent à accepter n'importe quel travail sous peine de sanction. Cette armée de chômeurs susceptible d'accepter des emplois précaires déforce les revendications de l'ensemble des travailleurs. Tout est fait pour que les travailleurs ne réclament pas leur droit à un travail décent.



Un travail n'est décent que s'il contribue à notre épanouissement. Or le marché du travail global ne peut devenir cet espace que s'il est un lieu d'inclusion et de solidarité, et non de compétitivité. En valorisant l'ensemble des activités, productives et reproductives, qui contribuent au bon fonctionnement de la société, tout le monde serait gagnant. **C'est donc avant tout une approche de complémentarité des compétences et des projets, plutôt qu'une mise en concurrence, qu'il faut envisager.** Cela passe par le droit de tous à une activité épanouissante et valorisée, que l'on soit jeune ou vieux, avec- ou sans-papiers, homme ou femme.

EMPLOI VS. TRAVAIL

Emploi ? Travail ? Les deux mots sont souvent utilisés de manière interchangeable mais ils désignent deux réalités différentes. Le travail est une activité humaine qui remonte à la nuit des temps. L'emploi est le moyen de donner une reconnais-

sance sociétale – notamment via le salaire – à certains types de travaux, mais pas à tous. Il existe donc potentiellement une quantité de formes de travail qui ne sont pas valorisées dans un emploi.

QUI A DROIT AU TRAVAIL DÉCENT ?

LA PANACÉE DU PLEIN EMPLOI

Face aux crises, le retour au plein emploi est souvent présenté comme la solution miracle, et la croissance comme le moyen pour y arriver. Mais les modalités prévues pour l'atteindre diffèrent et témoignent de visions idéologiques marquées.

Le plein emploi est une situation dans laquelle toutes les personnes qui souhaitent travailler disposent d'un emploi. Le chômage est alors limité à un niveau frictionnel, c'est-à-dire à de courtes périodes de transition entre deux emplois.

LE PLEIN EMPLOI, UN MYTHE INACCESSIBLE

Le plein emploi ressemble de plus en plus à un mirage. Pour l'atteindre, il faut : **1** que le nombre d'offres d'emploi soit supérieur au nombre de chômeurs, **2** que les emplois proposés offrent des conditions décentes, **3** qu'il y ait une adéquation entre le niveau de qualification des chômeurs et celui requis par les offres d'emploi proposées. Le plein emploi est donc un projet de société, à ne pas confondre avec le relèvement du taux d'emploi.

Le **taux d'emploi** est une mesure statistique qui augmente avec le nombre d'emplois, mais sans tenir compte de la qualité des emplois créés (durée du contrat, temps partiels, intérim, etc.).

LE PLEIN EMPLOI, PRÉTEXTE À TOUS LES COMPROMIS

La société du plein emploi renvoie aux trente glorieuses, ces années qui suivirent la fin de la Seconde guerre mondiale. Or, depuis quarante ans, le plein emploi n'existe plus. Nombreux sont ceux qui croient encore au retour à l'âge d'or. Aujourd'hui, cette frénésie du plein emploi amène certains à le confondre avec l'augmentation du taux d'emploi.

Le plein emploi devient alors le prétexte à tous les compromis, même ceux qui dégradent la qualité du travail. L'Union européenne (UE) défend le plein emploi pour sortir l'Europe de la crise et renouer avec la croissance et la prospérité. Mais elle ne l'envisage que dans le cadre d'un taux de chômage plancher qui limiterait les exigences salariales et l'inflation. Dans cette perspective, le taux de chômage doit – paradoxalement – être suffisamment élevé, et les chômeurs suffisamment « activés », pour maintenir les salaires à la baisse.





LE RÉEL PLEIN EMPLOI FAIT PEUR AU PATRONAT car il donnerait aux travailleurs les moyens de revendiquer une hausse des salaires. Il pose deux grandes questions :

- le partage du temps de travail au sein de la population
- le type d'emplois dont la société a le plus besoin.

C'est bien la finalité de l'activité de la société – profit ou bien-être ? – qui est en jeu. Une société basée sur le profit maintiendra toujours une pression sur les travailleurs et les chômeurs, tandis qu'une société basée sur le bien-être tendra vers un plus grand partage du travail.

QUI A DROIT AU TRAVAIL DÉCENT ?

TOUS LIBRES DE BOUGER ?

La mondialisation actuelle s'incarne dans la libre circulation des biens, services et capitaux, mais beaucoup moins dans celle des personnes. Paradoxalement – compétitivité oblige –, la poursuite de la productivité maximale à moindre coût requiert une main-d'œuvre toujours moins coûteuse. Pour satisfaire cette exigence, les multinationales recourent soit aux délocalisations, soit à l'« importation » de main-d'œuvre bon marché.

L'UE prône une approche très stratégique des migrations. Afin qu'un accroissement démographique ne vienne mettre à mal des politiques sociales européennes déjà réduites, les frontières restent ouvertes à ceux qui fourniraient leur force de travail, mais temporairement. Des secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, les services aux personnes, le

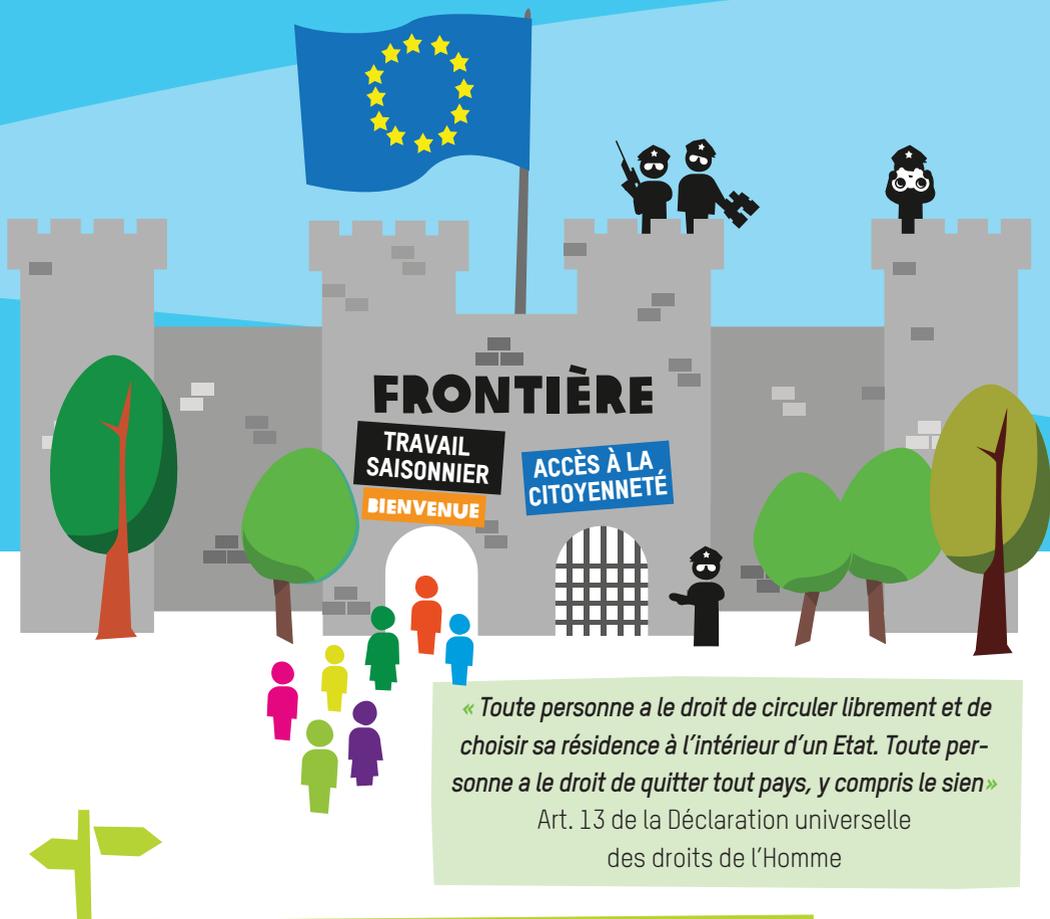
nettoyage et la construction ne pourraient en effet pas survivre sans le travail d'immigrés – souvent en situation d'irrégularité. Tout est donc fait pour favoriser la migration circulaire afin que les migrants ne s'installent pas dans le pays « d'accueil » et qu'ils restent bon marché au cours de leur séjour. Les besoins économiques des États européens sont donc satisfaits.

MAIN-D'ŒUVRE IMPORTÉE POUR FRAISES EXPORTÉES

Sur les champs de fraises andalous, la main-d'œuvre est principalement composée de femmes marocaines. Recrutées dans leur pays, elles doivent s'engager à y retourner dès la fin de la saison, leur droit de séjour étant lié au contrat de travail. Le cadre juridique andalou étant peu protecteur des tra-

vailleurs agricoles saisonniers, leurs droits ne sont pas respectés : pas de salaire minimum garanti, discrimination à l'embauche, pas de représentation syndicale, mauvaises conditions de travail et de logement. Mais pas question de réclamer si elles veulent revenir l'année suivante !





« Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien »

Art. 13 de la Déclaration universelle
des droits de l'Homme

POUR UNE AUTRE POLITIQUE MIGRATOIRE

Des politiques d'immigration qui dissocient la liberté de circulation de la liberté d'installation et de l'égalité des droits ne peuvent engendrer que discriminations et affaiblissement des droits fondamentaux. Les politiques migratoires européennes ne répondent pas aux besoins actuels de l'UE, confrontée à un vieillissement de sa population et à une pénurie de main-d'œuvre. Elles sont le témoin de la

tension qui existe entre les besoins en main-d'œuvre bon marché et l'angoisse de la concurrence déloyale. Continuer dans cette logique ne peut mener qu'à une augmentation de la migration clandestine et donc à l'exploitation accrue des migrants. La liberté de circulation ne sera respectueuse des droits humains qu'en passant par une coopération entre les États en matière de protection sociale.

AGIR ICI POUR LE TRAVAIL DÉCENT

Agir ici pour le Travail Décent relève de la responsabilité de chacun d'entre nous, de notre capacité à nous repositionner au sein d'un système qui perdure uniquement grâce à l'exploitation de certains. À l'échelon individuel, cela passe d'abord par un changement de son mode de vie et de consommation, ainsi que par une prise de conscience des relations de travail au sein desquelles nous nous inscrivons.

Mais le Travail Décent pour tous est avant tout un projet de société qui doit mobiliser les énergies collectives afin d'aller vers un repositionnement global à l'égard de l'emploi, du travail et du bien-être social en général.

ACTION POLITIQUE

À l'échelon local, des collectifs citoyens se réunissent autour de revendications précises. Ils sont en mesure de peser sur les décisions d'élus politiques, ou d'autres acteurs (universités, entreprises, etc.) qui disposent de certaines marges de manœuvre pour garantir que les droits de tous les travailleurs soient respectés.



IKEA S'IMPLANTE À MONS

Dès l'annonce de l'arrivée du géant du meuble à Mons, un collectif de citoyens s'est mobilisé pour interpellier les politiciens. Le sujet qui fâche : le travail indécemment généré directement et indirectement par la multinationale tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.

www.mons-equitable.be



SENSIBILISATION POLITIQUE

Bien des choix de société sont abusivement influencés par l'avis des experts, ou des intérêts privés. Or, si ces avis contribuent au débat démocratique, c'est bien en fin de compte aux citoyens et aux élus qu'il revient de faire les arbitrages qui s'imposent à notre société et permettront que l'intérêt collectif prévaille. Des collectifs citoyens peuvent défendre des positionnements politiques alternatifs forts qui permettent d'enrichir le débat citoyen et de renforcer les choix politiques de nos élus.

JOURNÉE MONDIALE POUR LE TRAVAIL DÉCENT

La Journée mondiale pour le Travail Décent est organisée chaque année le 7 octobre par les syndicats et autres plateformes d'associations luttant pour le Travail Décent. C'est l'occasion pour les citoyens de rappeler aux pouvoirs publics que le travail indécent reste une réalité aux quatre coins de la planète. Chaque année, un thème précis est déterminé (l'emploi chez les jeunes, les travailleurs domestiques, etc.) afin de montrer les formes multiples que prend le Travail Décent aujourd'hui.



REPAIR CAFÉ

Le principe d'un Repair café : des réparateurs bénévoles accueillent les visiteurs et les aident à réparer les objets que ceux-ci apportent (vêtements, meubles, appareils électriques, bicyclettes, vaisselle, objets utiles, jouets, et autres) dans un espace convivial propice à la rencontre et à la discussion. Une belle manière de lutter contre le gaspillage et la surconsommation !

ALTERNATIVE ÉCONOMIQUE

Notre relation à l'emploi, au travail et au bien-être est à réinventer. Pour passer du travail aliénant à une valorisation de formes de travail multiples et complémentaires, les citoyens ont la capacité et les moyens de créer de nouvelles alternatives économiques crédibles et durables.



POUR EN SAVOIR PLUS ET AGIR AVEC OXFAM

<http://www.scoop.it/t/travail-decent/>
<http://oxf.am/UZd>

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?

Dans cette brochure, on vous dit tout.

Pourquoi la mondialisation repose sur l'inégalité et la mise en concurrence des travailleurs.

Pourquoi nous sommes tous concernés.

Pourquoi le principe du Travail Décent est essentiel pour repenser notre rapport à l'emploi, au travail et au bien-être.

Pourquoi le marché de l'emploi pourrait être un lieu d'inclusion et de solidarité.

Pourquoi le bon fonctionnement de la société ne peut passer que par la valorisation d'une multiplicité de formes de travail complémentaires.



OXFAM

Magasins du monde